

**Statut de Jérusalem - Israël et
territoires palestiniens - États-Unis
- Réponse de M. Edouard Philippe,
Premier ministre, à une question
d'actualité au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 12 décembre 2017)**

(Question sur la reconnaissance par les États-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël)

Monsieur le Député,

Le président des États-Unis d'Amérique a pris la semaine dernière deux décisions contestées : il a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël et il a donné l'instruction d'y déplacer l'ambassade américaine, qui se trouve actuellement à Tel Aviv.

Notre position sur ce sujet a été très claire ; nous l'avons dit publiquement et l'avons fait savoir à nos contacts américains : la France regrette ces deux décisions. Celles-ci sont tout d'abord contraires au droit tel qu'il ressort des résolutions du conseil de sécurité des Nations unies. Ensuite, elles rompent le consensus international sur Jérusalem. Enfin, elles ne servent pas la cause de la paix et de la stabilité, et il est fort probable qu'elles n'améliorent pas la sécurité d'Israël.

Elles ont d'ailleurs suscité une large réprobation internationale.

Alors, que faire ? D'abord, comme le président de la République le répète souvent, parler et discuter avec tout le monde.

Ensuite, appeler au calme, car rien ne sert d'ajouter la violence à la confusion : c'est le message que nous faisons passer à nos partenaires de la région.

Enfin, rappeler le droit : il n'y a qu'une solution, celle des deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et dans des frontières reconnues et assurées, avec Jérusalem comme capitale des deux États.

La décision américaine est une décision unilatérale, qui n'engage évidemment que l'administration américaine. Dans le droit international, ce sont bien entendu les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU qui prévalent et qui vont continuer de s'appliquer en termes de principes comme de méthode.

Enfin, il faut réfléchir - vous l'avez évoqué Monsieur le Député - avec nos partenaires aux moyens de relancer, dans les conditions nouvelles créées par l'annonce de M. Trump, une négociation de paix entre les deux parties. La France est évidemment prête à accompagner toutes les initiatives constructives en ce sens. Elle a l'occasion d'un dialogue approfondi avec Israël, qui est un pays ami et allié de la France, à travers l'initiative de la saison culturelle croisée, qui se déroulera l'année prochaine. Le président de la République a eu l'occasion d'expliquer et de dire au Premier ministre israélien, M. Netanyahu, lors de sa visite à Paris dimanche dernier, qu'il appartenait également aux Israéliens de faire des gestes envers les Palestiniens, à commencer par le gel de la colonisation.

Soyez-en sûr, la France est pleinement engagée et demeurera pleinement engagée dans la recherche d'une solution à deux États, qui est, à nos yeux, la seule solution possible./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)